

COLLOQUE

Le modèle Allende et l'Amérique latine 40 ans après, le sens d'une expérience

Vendredi 20 septembre 2013

ULB de 9H30 à 16 heures

IHECS de 19H30 à 21 H30

PRÉSENTATION DE LA THÉMATIQUE

Quand Salvador Allende assume la présidence du Chili en novembre 1970, il trouve un pays profondément soumis aux alignements de la Guerre froide, où le soutien aux positions de Washington est la règle et où le Pentagone est le principal fournisseur d'armes. C'est celui-ci qui instruit et endoctrine les forces armées tandis que les échanges avec les pays socialistes sont quasiment nuls.

Son gouvernement annonce une nouvelle politique étrangère de *pluralisme idéologique*. Celle-ci défend le principe d'autodétermination des peuples, la non-ingérence dans les affaires intérieures des États, la non-prolifération des armes nucléaires et la détente est/ouest. Sans rompre avec un seul pays, le gouvernement chilien établit des relations diplomatiques avec 20 nouveaux pays, dont Cuba, la Chine, le Nigeria, la Tanzanie, le Zaïre, la République Démocratique Allemande et la Hongrie.

En même temps, il soutient les peuples qui luttent contre le colonialisme et cherche activement l'intégration latino-américaine.

Le gouvernement entame des contacts avec la Bolivie, pour rétablir avec elle ses relations diplomatiques, et examine favorablement la demande d'accès à la mer de ce pays.

Il propose la création d'un « système latino-américain », sans les États-Unis. Doté d'une banque où les pays placeraient l'essentiel de leurs réserves en devises, il rechercherait des systèmes d'échange qui évitent de commercer en dollars, et examinerait la légitimité de la dette externe.

Ces idées sont sans doute avancées pour l'époque mais d'une impressionnante actualité.

Ce colloque cherche à rappeler certains éléments essentiels figurant dans les propositions du gouvernement de l'Unité Populaire, particulièrement dans le domaine des relations internationales, leur projection et leur pertinence, 40 ans plus tard.

ORGANISATEURS

- Centre d'histoire et de sociologie des gauches (ULB),
- Maison de l'Amérique latine,
- Comité contre l'impunité et pour la démocratie en Amérique-latine (CIDAL),
- Institut des Hautes Études des Communications Sociales (IHECS),

Avec le soutien du Centre Tricontinental, CETRI.

LIEUX ET HORAIRE

Le colloque aura lieu le **vendredi 20 septembre 2013**,

- à l'ULB (SALLE BAUGNIET- 44 AVENUE JEANNE- 1050) **de 9h à 16h**
- à l'IHECS (Auditoire BV1, rue du Poinçon 15 - 1000) **de 19h30 à 21h30**.

Les séances se tiendront en français.

Programme

I. Institut de Sociologie de l'ULB, salle Baugniet (rez-de-chaussée), avenue Jeanne 44, 1050 Bruxelles, de 9 à 16 heures.

9h : Accueil des participants

9h 15 : Introduction par Anne Morelli (Directrice du CHSG)

9h30 à 11h : La révolution politique d'Allende :

Présidence : Jean-Michel De Waele, Doyen de la Faculté de Sopo (ULB)

- Sergio Grez, (Universidad de Chile- historien)

La gauche chilienne et les élections

- Jorge Magasich (IHECS- historien)

La politique étrangère du gouvernement de l'UP ; l'état de la question

- Joan Garcés (juriste et conseiller de Salvador Allende)

Les risques d'une politique indépendante

11 heures : Pause

11 heures 15 à 12h30 : L'exil et les solidarités envers les chiliens exilés :

Présidence : Cécile Rolin, coordinatrice pour le Chili à Amnesty International Belgique

- Bérengère Marques-Pereira (politologue ULB)

L'expérience de l'exil pour les femmes et féministes chiliennes

- Kim Christiaens (historien- KUL).

Les dynamiques internes et les dimensions transnationales dans la mobilisation belge pour le Chili pendant les années 1970 et 1980

12h30 à 14 heures : Pause

14 heures à 15H30 : L'expérience Allende, 40 ans après

Présidence : José Gotovitch (CHSG-ULB)

- Frédéric De Buyst (sociologue - UCL).

Démocratie et transition : vers quel socialisme ?

- Guy Bajoit (sociologue- UCL).

De l'actualité du projet de Salvador Allende pour la gauche d'aujourd'hui

- David Mendez Yopez, (président 2011-2012 de la Fédération des Etudiants Franco-phones - FEF)

S'appropriier l'héritage d'Allende ?

15H30 : Discussion générale

II. IHECS, auditoire BV1, rue du Poinçon, 15, 1000 Bruxelles de 19h30 à 21h30

- Joan Garcés (juriste et conseiller de Salvador Allende), *Le sacrifice des principes démocratiques et sociaux : le Chili hier, l'Europe aujourd'hui ?*
- Sergio Grez, Historien, Universidad de Chile) *Les grandes avenues s'ouvrent: le mouvement étudiant, 40 ans après le coup d'Etat*
- David Mendez Yopez, étudiant (UCL), président 2011-2012 de la FEF

Entrée gratuite.

Informations : 02/535.93.80 ; amorelli@ulb.ac.be ; info@america-latina.be

Résumés des interventions

Sergio Grez, (U de Chile), historien.

La gauche chilienne et les élections

Nous revisiterons la lutte qui opposa les « deux âmes » de la gauche et des mouvements populaires: la voie institutionnaliste ou graduelle opposée à la rupture. Nous présenterons, dans les grandes lignes, les débats et la praxis historique de la gauche chilienne dans le recours aux urnes et la conquête d'un espace dans le système représentatif pour défendre les intérêts du peuple. Nous nous intéresserons particulièrement aux débats et aux contradictions sur ce thème dans les années 60 et pendant le gouvernement d'Allende (1970-1973).

Jorge Magasich, (IHECS), historien.

La politique étrangère du gouvernement de l'UP ; l'état de la question

Voir présentation

Joan Garcés, (conseiller de Salvador Allende), juriste.

Les risques d'une politique indépendante

L'ébranlement du mur démocratique du peuple chilien en septembre 1973 marque une étape vers la soumission ultérieure de nombreux Etats aux diktats des centres économiques et financiers opaques, des médias encore plus opaques, en dehors de tout contrôle démocratique réel, par ceux qui voient la souveraineté populaire comme un risque à combattre.

Quarante ans plus tard, ces centres mettent à genoux plusieurs Etats de l'Union européenne et la Commission européenne, dictant des décisions économiques et sociales, confisquant même aux Parlements la faculté d'approuver leurs budgets publics.

Bérengère Marques-Pereira, (ULB), politologue.

Engagements féminins et féministes des chiliennes dans l'espace public

Il s'agira de montrer comment les femmes engagées dans la cité furent et sont actrices d'un projet démocratique d'acquisition de la citoyenneté.

Nous insisterons sur les opportunités et les obstacles à cet engagement à l'œuvre des années 1970 à 2010.

Kim Christiaens, (KUL), historien.

Les dynamiques internes et les dimensions transnationales dans la mobilisation belge pour le Chili pendant les années 1970 et 1980

Comme dans d'autres pays d'Europe occidentale, le coup d'Etat au Chili suscita beaucoup d'émotions et de réactions dans la société belge. La solidarité ne fut point limitée aux premières semaines et mois qui suivirent septembre 1973, mais se développa pendant des années, même dans les années 1980. Nous présenterons une analyse des mouvements de solidarité avec le Chili en se focalisant sur les dimensions transnationales de l'activisme local et national en Belgique. Cette perspective transnationale implique une attention particulière au rôle joué par des réseaux transnationaux créés par l'exil chilien en Europe, comme ceux de l'organisation "Chile Democrático" à Rome ou la variété d'organisations politiques et syndicales formées autour des exilés chiliens.

Les exilés chiliens en Europe occidentale (et en Europe de l'Est) ne furent pas simplement des objets passifs de solidarité, mais jouèrent un rôle mobilisant et actif important pour comprendre l'évolution et la configuration des mouvements de solidarité en Belgique. Cette présentation expliquera leurs relations avec des organismes et des activistes belges. Nous porterons notre attention sur les dynamiques internes de la mobilisation structurée autour de quelques organisations et quelques personnes liées à ces réseaux transnationaux. D'autre part, cette présentation expliquera comment des campagnes transnationales –organisées par exemple par le Russell Tribunal II et le Conseil Mondial de la Paix– eurent un impact crucial sur la mobilisation, et comment elles contribuèrent à transformer un activisme politique en un activisme focalisé sur la problématique des droits humains et une combinaison parfois subtile de ces deux.

Frédéric De Buyst, (UCL), sociologue.

Démocratie et transition vers quel socialisme ?

L'essai chilien de transition par le voie légale au socialisme s'est heurté à un contexte national et international largement hostile. Il importe de souligner la valeur et la pertinence du projet de l'UP et d'Allende et aussi les obstacles liés surtout à la résistance des intérêts dominants.

Qu'en est-il quarante ans plus tard ? Pour répondre à la question, nous proposons quelques réflexions sur l'évolution de la scène internationale (dont latino-américaine) et sur celle de la pensée politique.

Le lien entre démocratie, transition et socialisme est-il perçu autrement que sous Allende ? Une autre approche théorique et stratégique est-elle proposée à la lumière des expériences passées et des enjeux présents ?

Guy Bajoit (UCL), sociologue.

De l'actualité du projet de Salvador Allende pour la gauche d'aujourd'hui

Il s'agirait de montrer comment l'évolution du monde occidental au cours de trente dernières années a rendu plus crédible et nécessaire que jamais le projet de socialisme démocratique qui fut celui de Salvador Allende. La raison principale de cette actualité ne doit pas être recherchée dans l'effondrement des expériences non démocratiques de socialisme, mais plutôt dans les grandes tendances du changement (technique, économique, politique, social et culturel) des dernières décennies.

David Mendez Yepes, ex président de la Fédération des Etudiants Francophones (FEF)

S'appropriier l'héritage d'Allende ?

« *Il y a des jeunes qui sont déjà vieux, et des vieux qui ont su rester jeunes. Je suis dans la dernière catégorie* » affirmait Salvador Allende lors de son rencontre en 1972 avec les étudiants de l'Université de Guadalajara au Mexique. Par cette formule se dégage le lien étroit qui unissait Allende à la jeunesse chilienne et latino-américaine. 40 ans après, pouvons-nous, jeunes, affirmer que notre génération est marquée par la trajectoire politique d'un homme, une icône, qui a sacrifié sa vie pour plus d'égalité, d'éducation et de démocratie ?

Deuxième partie, à l'IHECS, de 19h30 à 21h, auditoire BV1

Joan Garcés, « ***Le sacrifice des principes démocratiques et sociaux : du Chili en 1973 à l'Europe aujourd'hui*** »

Les principes des Nations Unies, si durement conquis en 1945 –à savoir, les Droits fondamentaux de l'Homme, la dignité et la valeur de la personne humaine, l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des Nations, grandes et petites, le progrès social et des meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande– ont été sciemment niés au peuple chilien par des puissances qui, depuis 1973 jusqu'à maintenant, soutiennent l'Etat bâti avec les moyens de la dictature. Le sacrifice de ces principes est imposé à l'heure actuelle à des peuples d'Europe par d'autres moyens.

Sergio Grez, « ***Les grandes avenues s'ouvrent: le mouvement étudiant, 40 ans après le coup d'Etat*** »

Dans le contexte global du mouvement étudiant chilien des 23 dernières années, nous verrons les grandes transformations sociales, économiques, idéologiques et culturelles de la « révolution capitaliste » néolibérale accomplies par la dictature pinochétiste, plus spécifiquement dans le domaine de l'éducation.

Par la suite, nous aborderons brièvement le développement de ce mouvement entre 1990 et 2011. Nous terminerons par un bilan sur sa contribution à la repolitisation de la société chilienne et le nouvel éveil des mouvements sociaux, prometteurs pour les luttes et les intérêts du peuple.